

fascisme en Allemagne, la Russie entrant à Genève, annoncent de plus en plus proche.

Si cette perspective ne s'était pas posée on n'aurait pu agiter l'épouvantail du fascisme et la conversion de la gauche vers la droite qui s'est effectuée le 6 février, n'aurait pas eu un caractère nettement dirigé contre le mouvement prolétarien. La manœuvre du capitalisme est à cette époque la suivante : en chassant avec force les gauches ayant accomplies leur œuvre de compression depuis mai 1932, il va créer une ambiance de coup d'Etat contre la République. D'ailleurs dès les premiers moments du scandale Stavisky, il pressent que l'heure est venue et qu'il lui faut devancer le réveil des ouvriers. Pendant le mois de janvier les bandes nationalistes entretiendront donc une atmosphère fiévreuse par leurs manifestations contre les « voleurs ». Le cabinet Chautemps démissionnera et le 6 février éclatera comme un coup de tonnerre.

La S.F.I.O. qui avait soutenu les cabinets radicaux précédents allait tout naturellement suivre les gauches chassées du Capitole et proclamer, la première, la République en danger.

Les centristes seront jetés dans cette rafale sans parvenir à se rendre compte de la nature des événements. D'abord, ils enverront Daladier, Frot au poteau avec Chiappe et mélangeront anciens combattants communistes et fascistes le 6. Puis, ils refuseront de prendre en considération la manifestation socialiste du 8 — qui sera d'ailleurs reportée au 12 en même temps que la grève générale — pour organiser une manifestation le 9, laquelle sera un des plus beaux exploits de classe des ouvriers parisiens. Même le 12 février, bien que C. G. T. U. et P. C. aient marqué leur accord avec la grève générale organisée par les réformistes, ils lanceront un programme différent et en opposition avec celui de ces derniers. C'est qu'antérieurement le P. C. avait combattu et les cabinets radicaux et les socialistes. Après mars 1933 il avait bien effacé la théorie du social-fascisme, mais c'était pour tomber dans Amsterdam-Pleyel qui lui permettait de continuer à combattre la S.F.I.O., l'unité syndicale, tout en détournant les ouvriers de leurs intérêts immédiats. Dès cette époque le P. C. F. était suspendu en l'air, puisque l'U.R. S. S. entrant à Genève consacrait la mort définitive de l'I. C. et ouvrait l'ère des compétitions pour la formation des blocs impérialistes.

Dans ces conditions trois éventualités se posaient : ou bien la menace fasciste existait et le P. C. F. aurait subi le même sort qu'en Allemagne ou bien il était inexistant et dans ce

cas rester sur ses positions anciennes dans la nouvelle phase de l'avènement de la droite et des attaques contre le prolétariat revenait à se disloquer sous le choc des luttes intestines qui auraient inévitablement surgi en son sein. La théorie du social-fascisme aurait certainement été reprise par les centristes pour scinder le front ouvrier si le fascisme s'était montré après le 6 février. Mais à défaut de danger fasciste, le P. C. ne pouvait maintenir ou accentuer ses anciennes positions, fussent-elles même celles d'Amsterdam-Pleyel, sans engager une lutte contre les gauches et la S.F.I.O. ainsi que contre leurs mots d'ordre démocratiques. Une telle action parce qu'elle aurait pu devenir une action de classe était inconcevable dans l'état d'évolution du parti communiste relié à un Etat membre de la S. D. N., ayant entretenu avec la complicité ouverte des réformistes la scission syndicale, dévoyé pendant des années les batailles ouvrières, que son passé prédisposait et préparait à la trahison. Certainement, si le P. C. avait suivi cette voie, il se serait désagrégé et sur cette base se serait constitué un courant marxiste comme expression des contradictions insolubles d'un parti dégénéré.

C'est la troisième éventualité qui se réalisa : le P. C. bouleversa ses positions (apparemment de fond en comble) pour emprunter le chemin de la trahison. En réalité, il s'agissait de la conclusion d'un processus menant à terme l'évolution de l'opportunisme.

Le fait essentiel du 6 février c'est donc l'encerclement du P. C. dans les tenailles capitalistes, son incorporation aux luttes entre droites et gauches pour la défense de la République bourgeoise : le premier acte de la trahison du parti français, laquelle pouvait seule empêcher son effritement et l'apparition d'une gauche dans les nouvelles situations décisives; laquelle devait aussi décider de la réussite de la bataille capitale engagée par la bourgeoisie contre le prolétariat.

Après le 6 février 1934, chacun aura sa place et sa fonction. Le gouvernement d'Union Nationale de Doumergue attaquera de front les ouvriers; socialistes et centristes se lanceront dans une vaste campagne antifasciste qui aboutira en juillet au front commun; une partie des radicaux appuyera le front commun contre la « réaction ». On parlera même de l'unité syndicale qui se réalisera d'ailleurs, par la suite entre C. G. T. et C. G. T. U.

Par rapport à l'Allemagne la France apparaîtra aux soi-disant marxistes comme un progrès immense puisqu'on y réalisera le front uni que réclamé pendant des années par Trotsky et

tous ceux qui s'apparentent à lui; que la défense des mots d'ordre démocratiques sera poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes et qu'enfin se réalisera l'unité syndicale. Par contre, pour ceux qui se donnèrent la peine d'analyser le développement historique réel il s'agissait là des prémisses pour écraser le prolétariat en dehors de l'existence d'une menace fasciste. Le front commun n'était que l'antichambre du front populaire, réalisant l'Union Sacrée sous le drapeau tricolore. La défense de la démocratie n'était qu'un prélude à la défense de la patrie. L'unité syndicale qu'un chemin pour étouffer les luttes revendicatives, les grèves des travailleurs et les incorporer par le canal des organismes unifiés à l'Etat.

Si d'ailleurs l'on examine la période qui va de Doumergue à Sarraut, l'on remarque un processus presque analogue à celui qui se produisit en Allemagne : à cette différence près qu'au lieu du développement du fascisme nous constaterons le développement du Front Populaire. Pendant que les décrets-lois tombent drû sur les ouvriers, les socialistes et centristes détournent l'attention des ouvriers de leurs moyens de luttes spécifiques pour les diriger vers des revendications antifascistes envers l'Etat bourgeois. Ils obtiendront satisfaction avec le départ de Doumergue et l'avènement de Flandin qui réalisera un pas en avant dans la voie de l'incorporation des ouvriers à l'Etat. Apparemment, c'est le contraire qui apparaîtra puisque Flandin abandonnera la réforme de l'Etat de son prédécesseur. Mais en réalité, en se posant comme champion de l'antifascisme, il permettra au bloc socialo-centriste de demander aux ouvriers de remettre la défense de leurs intérêts à l'Etat débarrassé de ses éléments fascistes. Pas autre ne fut la politique qui, en fait, se réalisa en Allemagne sous Brüning, Von Papen et Schleicher. Avec Laval, c'est l'aggravation de la situation internationale qui précipite le déroulement des événements intérieurs en France et fait de cette incorporation « antifasciste » du prolétariat, une dissolution ouverte du mouvement ouvrier.

Nous verrons donc après l'appel de Staline les centristes se mettre au diapason national des socialistes d'abord, des radicaux ensuite. Les manifestations ouvrières appuyant ce passage du P. C. avec armes et bagages dans les rangs bourgeois, voilà les équivalents historiques, spécifiques à la France, du 3 mars 1933 en Allemagne.

Il ressort de ces considérations que si le prolétariat italien est tombé sous les assauts violents des bandes fascistes pour lesquelles travail-

lerent les forces démocratiques du capitalisme; si le prolétariat allemand s'est désagrégé sous l'action de l'opportunisme centriste, de l'Etat russe, qui préparèrent le terrain pour l'action paralysante d'enveloppement étatique de la social-démocratie et les conditions pour l'avènement du fascisme, le prolétariat français s'est dissout sous l'action du bloc socialo-centriste au sein d'un puissant Etat capitaliste jouissant encore d'une marge économique que ne connaissent ni l'Italie, ni l'Allemagne et où les ouvriers ne parvinrent pas dans l'après-guerre à féconder un courant pouvant donner vie à un véritable guide.

Si par fascisme, l'on entend destruction violente des organisations prolétariennes, il est évident qu'il n'existe pas en France. Mais si l'on vise la réalisation de certains objectifs capitalistes qui s'imposent dans tous les pays où le croisement des difficultés économiques, des mouvements ouvriers et des menaces de guerre, obligent la bourgeoisie à mater le prolétariat, indéniablement la bourgeoisie française a atteint son but. Que le fascisme ne soit pas instauré, en France cela a une grande importance, mais au lieu de prouver la force des ouvriers, il prouve la force de la bourgeoisie, l'extrême faiblesse actuelle des ouvriers qui peuvent être chassés de leur terrain de classe par le front populaire jusque et dans la guerre. Il ne s'agit donc pas là d'un résultat naturel des Républiques bourgeoises, mais d'un résultat du rapport entre les classes en France, de la puissance économique de cette dernière, du milieu historique dans lequel évolue la classe ouvrière de ce pays. Nous n'avons ainsi pas du tout tort en disant dans la première partie de ce rapport que la France est un des chaînons les plus résistants de la chaîne mondiale du capitalisme.

POUR LA CONSTITUTION D'UN COURANT MARXISTE EN FRANCE

Le caractère particulier du développement capitaliste en France a fait de ce pays, au 18^e siècle, la scène de la lutte la plus conséquente de la bourgeoisie contre le féodalisme, puis des luttes de classe les plus aigües entre prolétariat et bourgeoisie au 19^e siècle. Aujourd'hui, c'est le pays où les problèmes de la démocratie bourgeoise ont connu l'épanouissement le plus conséquent, le plus extrême et où les données pour la solution de principe que le prolétariat devra donner à la lutte des classes dans les pays démocratiques apparaît le plus nettement. L'histoire ne pose pas des problèmes insolubles. Du problème posé se dégage la solution, même lorsque les classes qui sont les artisans